

REVOLUTION IN ORANGE: THE ORIGINS OF UKRAINE'S DEMOCRATIC BREAKTHROUGH,

Anders Aslund et Michael McFaul (dir.), Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2006, 216 pages

Adrian Dellecker

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2007/2 Été**, PAGES XVII À XVII
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 2-200-92377-8

DOI 10.3917/pe.072.0441q

Date de mise en ligne : 01/01/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2007-2-page-XVII?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

page 441 lectures

PRE

THE ROMAN PREDICAMENT.

HOW THE RULES OF INTERNATIONAL ORDER CREATE THE POLITICS OF EMPIRE

Harold JAMES

Princeton, Princeton University Press, 2006, 166 pages

AMONG EMPIRES. AMERICAN ASCENDANCY AND ITS PREDECESSORS

Charles MAIER

Cambridge (MA), Harvard University Press, 2006, 374 pages

EMPIRE AND SUPER-EMPIRE. BRITAIN, AMERICA AND THE WORLD

Bernard PORTER

New Haven, Yale University Press, 2006, 212 pages

Dans l'un des trois livres examinés ici, Charles Maier constate : « L'empire a remplacé la société civile comme concept à la mode pour la prochaine décennie ». Peut-être est-ce plus vrai pour la première décennie du XXI^e siècle que pour la deuxième, qui verra peut-être la violence, la religion, la destruction de la planète succéder à l'empire comme thèmes centraux. Mais pour l'instant, la montée et la chute éventuelle de l'empire américain sont à la source d'une multitude d'ouvrages qui scrutent la trajectoire comparée d'un certain nombre d'empires, à commencer par le britannique et le romain, en cherchant à y trouver le secret de l'empire américain, de sa nature et de son destin.

Les trois livres présentés ici appartiennent à cette catégorie. Mais ils se distinguent de la grande majorité des autres ouvrages sur ce sujet par leur refus obstiné de sacrifier au manichéisme ou à l'idéologie anti-impérialiste ou, au contraire, néo-impériale. Ils sont, tous les trois, équilibrés et équitables, nuancés jusqu'à hésiter, jusqu'au bout, à se prononcer fermement sur la nature impériale ou impérialiste des États-Unis et sur les perspectives de maintien ou de déclin de leur puissance. Mais tous les trois, à des degrés divers, nous ouvrent des perspectives extrêmement fécondes qui vont souvent bien au-delà de l'empire américain et de l'empire tout court.

Le plus classique et limité est celui de Bernard Porter, *Empire and Super-Empire*. L'auteur est un historien reconnu de l'empire britannique. Il se pose la question des ressemblances et des différences avec l'empire américain. C'est le sujet auquel Niall Ferguson, à qui il se réfère souvent, a consacré deux gros volumes, intitulés *Empire*¹ et *Colossus*². Porter est souvent d'accord avec lui, notamment pour réfuter la prétention américaine à ne jamais avoir constitué un empire comme les autres. Mais rien

1. N. Ferguson, *Empire: The Rise and Demise of the British World Order and the Lessons for Global Power*, New York, Basic Books, 2004.

2. N. Ferguson, *Colossus, the Rise and Fall of the American Empire*, Londres, Allen Lane, 2004.

n'est plus différent de la démarche impétueuse de Ferguson (appelant les États-Unis en des centaines et des centaines de pages, à la fois érudites et enflammées, à reprendre le flambeau de l'empire britannique pour imposer un ordre mondial et finissant par désespérer de leur capacité psychologique et morale à se hisser à la hauteur de cette tâche) que les réflexions nuancées, parfois ironiques et légèrement sceptiques de Porter. Sans rentrer vraiment dans les détails, il se contente d'affirmer que les États-Unis, après avoir constitué un empire comme les autres, sont devenus désormais un « super-empire » sans équivalent historique par ses dimensions et sa puissance, mais qu'en même temps, l'esprit du temps leur interdit d'assumer le contrôle direct des territoires qu'ils dominent et entache leur règne de fragilité. Il n'exclut pas leur réussite à long terme, mais semble souhaiter, sinon prévoir, qu'ils finissent par se rallier à une posture « post-impériale », celle de la Grande-Bretagne sous Tony Blair, qu'il appelle l'« internationalisme libéral ».

Le livre de Charles Maier a une tout autre ambition et une tout autre ampleur. L'auteur est un excellent historien de l'Europe contemporaine, auteur d'un grand ouvrage sur la reconstruction de l'Europe bourgeoise après la Seconde Guerre mondiale et de la meilleure étude, à notre connaissance, consacrée à la fin du régime communiste en Allemagne de l'Est. Dans le présent ouvrage, on lui découvre une érudition et une ampleur de vue véritablement universelles, allant, comme la méditation mésopotamienne qui sert de conclusion, de Sumer à l'occupation américaine de Bagdad. L'auteur recherche les structures récurrentes des empires à travers l'histoire et les facteurs de leur ascension et de leur déclin, et il se demande dans quelle mesure les uns et les autres s'appliquent aux États-Unis. La première partie, consacrée au survol historique, fourmille de comparaisons avec ces derniers. La deuxième, intitulée « Le tour de l'Amérique », fourmille de références aux autres empires. Celles-ci sont empruntées aussi bien à la littérature qu'à l'histoire (pour Rome, l'usage fait de Virgile et de Tacite est particulièrement suggestif), aussi bien aux épopées indiennes qu'à la sociologie occidentale. Le tout est non seulement éblouissant, mais authentiquement éclairant. Ce n'est pas que Maier réponde vraiment aux questions qu'il pose, et que nous nous posons avec lui. Il avoue ne pas pouvoir décider si l'Amérique est ou non un empire, ni si son cours actuel mène ou non au désastre. Mais il nous sensibilise avec énormément de finesse et de lucidité à toutes les données du problème. Ce n'est pas non plus que leur traitement soit toujours systématique et équilibré. Parmi les problèmes des empires, la violence, les frontières, la diversité, la compatibilité avec un régime républicain dans la métropole bénéficient d'un traitement privilégié. Pour les États-Unis, l'historien du ^{XX}^e siècle retrouve ses droits, et l'analyse est particulièrement riche et serrée. Il considère, en particulier, que le primat des

États-Unis était fondé, après la Seconde Guerre mondiale, sur leur supériorité industrielle et sur la bombe atomique. Or, les deux cartes commencent à perdre de leur valeur. Les États-Unis passent d'un empire fondé sur la production à un empire fondé sur la consommation. La dimension socio-économique et la dimension diplomatico-stratégique sont remarquablement combinées. Au passage, cela nous vaut un des meilleurs comptes rendus existants de la fin de la guerre froide. Le seul reproche que l'on puisse faire à l'analyse de la période actuelle et des perspectives d'avenir qui s'ouvrent est un certain américano et euro-centrisme, qui contrastent avec la richesse de la curiosité géographique, historique et culturelle du livre. L'ascension de l'Asie, en particulier de la Chine et de l'Inde, et les problèmes qu'elles posent aux États-Unis et au reste du monde ne reçoivent pas l'attention que l'on attendrait. Quoi qu'il en soit, le livre reste un tour de force et, à bien des égards, un chef-d'œuvre.

Mais le livre le plus surprenant, le plus hétérogène, le plus original, et finalement le plus stimulant de ce trio est sans doute celui d'Harold James. Celui-ci est surtout connu par ses travaux d'histoire économique consacrés à l'ordre monétaire international, et à la grande crise de 1929 comme exemple d'un premier échec de la globalisation, mais aussi par ceux qui examinent l'identité allemande. Cette double direction se justifie d'autant plus que l'auteur remarque, pour le déplorer, que les travaux sur l'empire et l'impérialisme se divisent entre ceux qui négligent l'économie et ceux qui ne parlent que d'elle. L'ambition du livre est de surmonter ce clivage. Pour cela, quel meilleur point de départ que la convergence de deux illustres amis qui publient leurs chefs-d'œuvre respectifs en la même année 1778, Edward Gibbon et Adam Smith ? Selon James, les maux qui causèrent le déclin et la chute de l'empire romain selon Gibbon, et ceux qui menacent la société moderne, fondée sur l'individu, l'économie et le droit, selon Smith, sont les mêmes : la perte des vertus civiques et martiales, la victoire du privé sur le public, l'esprit de secte et de discorde, qui empêche la république de se défendre contre les séditions intérieures et les menaces extérieures. D'où le recours à l'empire, qui à son tour pose d'autres problèmes : l'autorité appelée comme remède à l'anarchie comporte inévitablement une part d'arbitraire, elle produit des inégalités et des injustices, et par-là suscite des révoltes qui finiront par la renverser.

Cette succession rappelle une des constantes de la philosophie historique et politique, de Platon à Oswald Spengler et Vilfredo Pareto en passant par Ibn Khaldoun et Giambattista Vico : la théorie des cycles, et le passage des élites vertueuses et guerrières aux élites corrompues par le luxe et l'individualisme, puis de l'anarchie à la tyrannie. Mais l'originalité de James est d'élargir cette théorie à l'ordre international, et de l'appliquer à

la période actuelle, et en particulier à la globalisation. Le lecteur a donc la surprise de passer de Gibbon et Smith à des chapitres sur le système monétaire et le système commercial internationaux, sur l'évolution des guerres, et sur le rôle des États-Unis. L'idée est toujours celle-ci : un système d'échanges et de normes a besoin d'une autorité qui arbitre les uns et fait appliquer les autres. Celle-ci, aussi bienveillante soit-elle, ne sera pas incontestable et incontestée, et produira des inégalités et des révoltes. Mars et Mercure (et non pas Vénus, comme le voudrait Robert Kagan !) s'appellent et se combattent et finissent par s'entraîner dans la chute. Cette dialectique paraît extrêmement puissante et séduisante. Elle renvoie élégamment dos à dos les protagonistes des querelles actuelles entre amis de la force et amis de la norme, entre les hérauts de la puissance et ceux de son impuissance. Là où James est moins convaincant, c'est dans sa recherche, esquissée, d'un troisième terme. Il s'agirait d'un débat sur les valeurs, et la recherche d'une constante qui serait une sorte de loi naturelle. Comme les deux autres livres, *The Roman Predicament* vaut moins par ses conclusions ou par les solutions qu'il propose que par son aptitude à nous faire réfléchir et voir nos problèmes d'un œil neuf, à la lumière de l'expérience historique.

Pierre Hassner

Directeur de recherche émérite
au Centre d'études et de recherches internationales (CERI)
de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP)

RELATIONS INTERNATIONALES

ASIA AND EUROPE IN THE AMERICAN IMPERIUM

Peter J. Katzenstein
Ithaca (NY), Cornell University
Press, 2005, 248 pages

Le livre de Peter J. Katzenstein, professeur à Cornell, constitue une tentative ambitieuse de replacer les *area studies* dans une perspective globale. Auteur depuis vingt ans de nombreux ouvrages collectifs ou individuels sur le Japon et l'Allemagne, l'auteur tente de rassembler le produit de ses recherches – au risque parfois de longs « tunnels » monographiques – dans un ouvrage dont l'ambition n'est rien moins que de donner à comprendre le monde dans lequel nous vivons. Selon lui, ce monde ne se caractérise ni par une marche forcée vers la mondialisation, ni par un repli identitaire dans les frontières de l'État-nation. Notre monde, soutient-il, est un monde de régions poreuses profondément enchâssées (*embedded*) dans l'empire américain.

La partie la moins convaincante est la description de ce soi-disant empire et des relations qu'il entretient avec les régions du monde. La nature de l'influence qu'exercent aujourd'hui les États-Unis sur la marche du monde est probablement parmi les plus débattues qui soient. Aussi est-il un peu court de se borner à distinguer les dimensions territoriales et non territoriales de cette domination et à faire le

départ entre une mondialisation caractérisée par l'émergence de nouveaux acteurs et l'internationalisation qui laisse la part belle aux États.

Autrement plus riche est la description de ces régions autour desquelles s'organise le monde, à commencer par les deux plus importantes : l'Europe et l'Asie. Katzenstein passe en revue leur histoire, leurs institutions, leurs productions économiques et technologiques, leurs modes de diffusion culturelle, leurs organisations de sécurité. Il montre combien l'Europe s'est construite autour d'institutions fédératrices qui ont peu à peu imposé aux États européens le respect d'une loi commune. Au contraire, l'Asie se caractérise par l'informalité des liens qui unissent ses membres : dans le domaine politique, militaire ou économique, elle ne connaît pas l'efflorescence d'institutions que l'Europe a vu naître depuis un demi-siècle. Dans un cas comme dans l'autre, ces régions se caractérisent toutefois par leur ouverture ou, selon les termes de l'auteur, leur « porosité » : les régions ne sont pas des blocs homogènes, coupées du reste du monde, mais des entités bigarrées en constante interrelation avec leur environnement.

P. Katzenstein s'intéresse au moins autant aux régions qu'aux États pivots qui les dominent. Une telle homothétie ne va pas de soi : il est contestable de réduire l'identité

asiatique ou européenne à celle du Japon ou de l'Allemagne sur lesquelles l'auteur se focalise, il l'est tout autant de négliger le rôle des autres États qui façonnent l'identité de ces régions, au premier chef la Chine ou la France. Le même préjugé conduit Katzenstein à expliquer la tardive émergence régionale de l'Afrique, du Moyen-Orient ou de l'Amérique latine par l'absence d'États pivots, mais rien ne prouve – l'Europe aura montré le contraire – que leur existence soit la condition *sine qua non* de l'apparition de régions fortes.

Yves Gounin

L'AMÉRIQUE ET L'EUROPE. LA DÉRIVE DES CONTINENTS ?

Thierry Chopin
Paris, Grasset, 2006, 140 pages

Thierry Chopin présente ici une explication philosophique des développements politique et historique des deux rives de l'Atlantique. Selon lui, les clivages actuels résultent d'un décalage dans le développement politique de l'État-nation qu'Ernst Gellner a classiquement défini comme la coïncidence entre unité culturelle et unité politique. L'Europe vit dans un univers post-national : les destructions des deux guerres mondiales ont ancré dans l'inconscient européen la nécessité de s'éloigner du modèle national revendicatif du XIX^e siècle. La construction européenne initiée après 1945 se lit ainsi comme un moyen de canaliser les souverainetés européennes

afin de garantir la paix et la collaboration sur le Vieux Continent. À l'inverse, les États-Unis, n'ayant pas eu le même parcours historique, conservent une perception directement héritée de l'imaginaire national du XIX^e siècle. Leur puissance leur permet par ailleurs de se comporter, selon les termes de Zbigniew Brzezinski, comme la dernière nation souveraine de l'Occident. Contrairement à certains États européens, les Américains ne peuvent considérer une « souveraineté partagée » comme une « souveraineté amplifiée » (p. 94). C'est ce décalage qui, selon Th. Chopin, est largement à l'origine de l'incompréhension entre les deux pôles de l'Occident : « ce qui apparaît comme un début de séparation entre les deux rives de l'Atlantique réside davantage dans les évolutions et les transformations de la forme politique de l'État-nation et de son critère de souveraineté aux États-Unis et en Europe » (p. 23). L'auteur déplace ensuite son propos vers la question du droit international où les conceptions américaines et européennes sont en porte-à-faux. Les Américains tendent à croire que la source de la légitimité démocratique n'est pas à chercher au-delà de l'État-nation démocratique et constitutionnel ; à l'inverse, pour les Européens, la légitimité démocratique découle de la volonté d'une « communauté internationale », au-dessus de tout État-nation. On aurait le « droit de la force » d'un côté et la « force du droit » de l'autre (p. 120-121).

Une fois ce clivage évoqué, l'auteur multiplie les illustrations, en analysant les logiques politiques à l'œuvre et d'abord aux États-Unis. Il commente en particulier l'étrange alliance entre les fondamentalistes religieux du Sud et les néoconservateurs, représentants de l'élite intellectuelle des côtes. Les motivations des uns et des autres sont très différentes : d'un côté, un évangélisme claironnant le rôle messianique des États-Unis et leur lien privilégié avec Israël ; de l'autre, un nationalisme idéaliste et impérialiste. L'auteur n'évoque pas les logiques électorales et politiques qui jouent un rôle fondamental pour la compréhension de cette entente. Il souligne en revanche la similitude de perspective sur la défense de la souveraineté nationale. Cette évolution américaine est relativement surprenante, dans la mesure où les États-Unis se sont historiquement construits sur le mode de l'opposition à l'Europe et à sa culture de la souveraineté. Même en interne, les États-Unis ont bâti leur ordre institutionnel sur la limitation du pouvoir par le biais des *checks and balances* (poids et contrepoids) et du fédéralisme. Pour résoudre ce paradoxe, l'auteur reprend à son compte les thèses d'Anatol Lieven sur le nationalisme américain. Ce dernier reposerait sur des valeurs politiques « qui sont nécessaires pour assurer la cohésion des diverses populations américaines », mais qui « les coupent aussi du reste du monde » (p. 64). Depuis

les attentats du 11 septembre 2001, l'entreprise nationale américaine se construit par une surenchère idéologique qui nourrit l'actuelle attitude de confrontation des États-Unis. L'analyse, du côté européen, n'est pas aussi poussée, l'auteur se contentant d'appeler à une « Union d'États » (p. 114) ménageant les nécessités de l'intégration et le respect des traditions nationales. En fin de compte, Th. Chopin soutient la thèse de la coopération atlantique. Comme il le remarque justement, « l'intérêt national américain se situe précisément dans la capacité des États-Unis à susciter l'attachement de leurs alliés aux valeurs qu'ils souhaitent défendre » (p. 91). Le *soft power* que Joe Nye avait identifié comme un facteur clé de la puissance américaine devrait rester au centre de la diplomatie du pays. C'est un appel à la modération américaine qui ponctue l'ouvrage, mais l'auteur réserve sa conclusion à l'Europe, qui ne peut échapper au tragique du politique et se doit d'assumer un rôle substantiel sur la scène internationale.

François Vergniolle de Chantal

STRATÉGIE/SÉCURITÉ

DEADLY ARSENALS. NUCLEAR, BIOLOGICAL AND CHEMICAL THREATS

Joseph Cirincione,
Jon B. Wolfsthal et Miriam Rajkumar
Washington, Carnegie Endowment
for International Peace, 2005
(2^e éd.), 490 pages

Depuis sa fondation en 1910, la Dotation Carnegie pour la paix internationale se consacre à l'étude des problèmes de sécurité internationale et ses publications bénéficient d'une très large audience. Sa revue, *Foreign Policy*, est diffusée dans plus de 120 pays et ses monographies et ouvrages qui traitent des questions du désarmement et de la maîtrise des armements sont salués par tous les experts comme des outils de travail fiables. Depuis l'effondrement de l'ordre bipolaire, les risques d'une prolifération anarchique des armes de destruction massive retiennent plus particulièrement son attention et elle a établi conjointement avec des experts russes un programme de recherche dont la finalité est l'élaboration d'une stratégie tendant à renforcer la sûreté des arsenaux existants et à contenir la dissémination des armes nucléaires, biologiques et chimiques. C'est que la Dotation Carnegie, fidèle à sa vocation, ne se borne pas à étudier ces problèmes en termes académiques mais a l'ambition de mobiliser l'opinion publique au service de la cause qu'elle défend et de peser sur

le comportement des décideurs pour les inciter à promouvoir « la paix par le désarmement ».

La publication en 2002 de *Deadly Arsenals* répondait à cette exigence et soulignait l'urgence d'une politique destinée à renforcer le régime de non-prolifération un an après les attentats terroristes de New York et de Washington. En effet, si les acteurs étatiques peuvent être sensibles à la logique de la dissuasion et renoncer à leurs intentions agressives par la crainte de représailles il n'en va pas de même de certaines organisations terroristes qui n'ont pas dissimulé leur volonté de se doter de moyens biologiques, chimiques ou nucléaires pour la réalisation de leurs desseins nihilistes. Il est donc nécessaire de tout mettre en œuvre pour écarter cette menace en recourant éventuellement à des mesures complémentaires de celles appliquées dans le cadre du régime institué par le Traité de non-prolifération (TNP) de 1968. Pour plaider cette cause, la Dotation Carnegie a constitué un dossier qui présente un inventaire complet des arsenaux existants, procède à une estimation des menaces actuelles et futures et ausculte les forces et les faiblesses du régime d'interdiction des armes biologiques et chimiques et de non-prolifération des armes nucléaires. Il en est résulté un ouvrage monumental qui reflète les conceptions des « libéraux » américains en matière de réglementation des armements et s'apparente aux publications du Stockholm International Peace Research Institute

(SIPRI) par le souci de fournir au lecteur une synthèse de toutes les données accessibles dans un domaine particulièrement sensible et de formuler des recommandations en vue de faire progresser la solution des problèmes pendants.

Cette deuxième édition de *Deadly Arsenals* présente les mêmes qualités de rigueur et de méthode que la première et on ne saurait trop en recommander la lecture à tous ceux qui souhaitent pénétrer les arcanes des politiques destinées à contenir la prolifération des armes biologiques, chimiques et nucléaires ainsi que des missiles qui sont considérés aujourd'hui comme leurs principaux vecteurs. Les événements postérieurs à 2002 ont été pris en compte et les crises nucléaires iraniennes et coréennes font l'objet d'une analyse approfondie. De même, la « prolifération opaque » dont les activités du réseau du docteur Khan ont révélé l'existence donne lieu à des considérations pertinentes. Enfin, on n'omet pas d'enregistrer les succès remportés dans la lutte contre la prolifération et le cas de la Libye est mis en exergue. Il n'en reste pas moins que, par-delà un optimisme de commande sur les vertus du régime de non-prolifération et de jugements complaisants sur l'efficacité des accords de désarmement, les trois auteurs de ce livre ne dissimulent pas leurs craintes quant à l'avenir et n'hésitent pas à lancer des mises en garde à l'Administration américaine sur les inconvénients de mesures unilatérales face

aux défis du « second âge nucléaire ». On ne sait si leurs recommandations seront prises en compte par ceux auxquels elles s'adressent mais elles mériteraient un examen attentif et correspondent parfaitement à la mission éducative de la Dotation Carnegie.

Jean Klein

FRANCE-OTAN : VERS UN RAPPROCHEMENT DOCTRINAL ? AU-DELÀ DU 40^e ANNIVERSAIRE DE LA CRISE FRANCO-ATLANTIQUE

André Dumoulin (dir.)

Préface de l'amiral Jean Dufourcq
Bruxelles, Bruylant, 2006,
322 pages

Voici quatre décennies que Paris entretient la distinction entre l'Alliance atlantique et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). L'après-guerre froide et la multiplication des opérations extérieures ont pourtant conduit les autorités françaises à un aggiornamento dont il faut prendre la juste mesure. Rédigé par une équipe de chercheurs belges du réseau multidisciplinaire d'études stratégiques, cet ouvrage y contribue largement.

La préface de Jean Dufourcq inscrit la problématique dans l'histoire et la géographie françaises, à l'intersection de l'axe continental, « axe du danger et des incertitudes », de l'axe océanique, « vecteur des renforts et des réassurances », et de l'axe sud, « axe des ouvertures vers le monde ». La politique française consiste à s'appuyer sur le pilier

atlantique pour promouvoir une politique européenne de défense qui ouvre la voie à l'« Europe puissance », tout en préservant l'autonomie nationale de décision.

La manœuvre stratégique française est donc passée au crible. La première partie traite des « socles posturaux » (fondements de la politique de défense, visions géopolitiques croisées de Paris et Washington, jeu triangulaire France-OTAN-PESD) et la seconde analyse les rapprochements doctrinaux (doctrines nucléaires, doctrines technico-militaires, programmes d'armements, gestion de crise et lutte contre le terrorisme, élargissement à l'Est et projection méditerranéenne de l'OTAN).

En cas de conflit majeur, l'OTAN demeure la garantie ultime des Européens. Aussi la France a-t-elle pu soutenir des candidatures d'anciens pays communistes (Nikolaos Raptopoulos, « La France et la dimension sud-est européenne des élargissements de l'OTAN »), l'entreprise étant aussi censée contribuer à la montée en puissance de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Le dialogue méditerranéen de l'OTAN est, par contre, perçu comme une menace pour l'influence française au Maghreb, et Paris œuvre à la mise en place d'un système de sécurité ouest-méditerranéen (Thomas Pierret et Kassim Bouhou, « France et OTAN au Maghreb »). L'OTAN est aussi le vecteur d'une « révolution militaire » qu'il faut maîtriser

(Joseph Henrotin, « Vers l'estompelement du différentiel doctrinal ? ») et acculturer (Alain de Neve, « Culture stratégique et politique de défense de la France »). Cette dynamique de modernisation se déploie à travers des coopérations technologiques, le principe de l'« autonomie compétitive » guidant aujourd'hui la politique d'acquisition du ministère français de la Défense (Alain de Neve, « La France, les États-Unis et l'OTAN : entre singularité et convergence technologique »). « Saint des saints », la dissuasion nucléaire elle-même n'échappe pas à de discrètes inflexions que masque le flou doctrinal (André Dumoulin, « La doctrine nucléaire française et la dissuasion dans l'OTAN : démarcation ou effet miroir ? »). La forte contribution en effectifs à l'OTAN n'est donc qu'une des composantes de la stratégie française (Joseph Henrotin, « La France et les opérations de gestion de crise de l'OTAN »).

L'ouvrage passe en revue les différentes facettes de la « grande stratégie » française. L'objectif de la France est de se poser en « nation cadre », pour gagner en influence dans les structures atlantiques et orienter la politogenèse européenne. Le rang a pris le pas sur l'indépendance. On ne peut que mesurer l'écart entre les réalités stratégiques et les représentations qui parcourent l'opinion publique. D'aucuns parleraient de « dissonances cognitives ».

Jean-Sylvestre Mongrenier

HOW THE WEAK WIN WARS. A THEORY OF ASYMMETRIC CONFLICT

Ivan Arreguín-Toft

Cambridge, Cambridge University Press, 2005, 250 pages

Dans le dialogue mélien, l'un des extraits les plus cités de son *Histoire de la Guerre du Péloponnèse*¹, Thucydide attribuait aux Athéniens l'affirmation selon laquelle « la justice n'entre en ligne de compte dans le raisonnement des hommes que si les forces sont égales de part et d'autre ; dans le cas contraire, les forts exercent leur pouvoir et les faibles doivent leur céder ». En témoignant de cette soumission des considérations morales aux réalités de la puissance, Thucydide énonçait ainsi l'un des principes fondateurs du paradigme réaliste des relations internationales.

Or, les dernières décennies de conflit ont jeté le doute sur cette affirmation : si la puissance prime, comment expliquer le résultat des guerres d'Indochine ou de l'intervention soviétique en Afghanistan ? L'ouvrage d'Ivan Arreguín-Toft répond à la nécessité d'éclairer les processus qui permettent à un État faible de vaincre une grande puissance². Dans une étude claire et rigoureuse, l'auteur procède non

seulement à un test des hypothèses précédemment formulées afin d'expliquer la victoire des faibles sur les forts (asymétrie des enjeux, faiblesse des démocraties face aux insurrections, diffusion des techniques militaires, etc.), mais expose et illustre sa propre théorie du conflit asymétrique. Arreguín-Toft réduit le choix des acteurs à deux approches stratégiques : une approche directe ciblant les capacités physiques de l'adversaire, et une approche indirecte, inspirée des travaux de Sir Basil Henry Liddell Hart et d'André Corvisier, visant sa volonté. Selon Arreguín-Toft, c'est l'interaction entre les stratégies adoptées par les belligérants qui détermine leurs chances de victoire : si les deux optent pour une même approche, la supériorité du fort joue à plein et lui permet d'imposer sa volonté. À l'inverse, lorsque leurs approches divergent, le faible refuse de lutter selon des termes favorables à son adversaire, empêchant ce dernier de tirer profit de ses avantages matériels.

Par-delà l'apparente simplicité du modèle, l'ouvrage offre une explication convaincante des sources de réussite – et d'échec – des faibles face aux forts. Solidement établie et appuyée sur cinq études de cas historiques (guerre du Caucase de 1830 à 1859, guerre des Boers, guerre italo-éthiopienne, guerre américaine au Vietnam, et guerre soviétique en Afghanistan), l'étude d'Arreguín-Toft est d'autant plus opportune que les recherches portant sur ce thème très actuel se

1. Thucydide, *Histoire de la Guerre du Péloponnèse*, Paris, Editions Garnier Flammarion, tome 2, 1966, p. 74.

2. L'auteur évalue la puissance d'un État sur la base du produit de ses forces armées et de sa population. Il retient dans son analyse les guerres impliquant un État dont la puissance est au moins cinq fois supérieure à celle de son adversaire.

limitent parfois aux domaines descriptif ou prescriptif, et manquent trop souvent de profondeur théorique. Espérons que l'originalité de l'approche empruntée par l'auteur et la pertinence de ses analyses – notamment sur les limites de l'emploi de la « barbarie » comme stratégie du fort – susciteront le débat au sein de la communauté des études de sécurité.

Corentin Brustlein

**SPYING ON THE BOMB.
AMERICAN NUCLEAR INTELLIGENCE
FROM NAZI GERMANY TO IRAN
AND NORTH KOREA**

Jeffrey Richelson
New York, W. W. Norton & Co,
2006, 702 pages

Jeffrey Richelson nous propose en 702 pages la quintessence de ce que l'on peut savoir, à l'heure actuelle, des opérations de surveillance menées par les États-Unis à l'encontre des projets d'armement nucléaire des autres États. La saga de l'espionnage atomique américain, ses heures de gloire et de misère, ses percées, ses impasses, ses ruses en tous genres, s'animent tout au long de cet ouvrage particulièrement riche en inserts biographiques, en histoires vécues, en détails techniques. L'ensemble se développe selon une chronologie linéaire, tenant compte des principales menaces : III^e Reich et URSS, Chine, France et Inde, Israël, Taiwan, Afrique du Sud, Irak, Corée du Nord, Libye et Pakistan.

Spying on the Bomb fait bien ressortir l'étendue des ressources investies dans la collecte d'informations fiables. N'étant pas en mesure de pénétrer les sites sensibles, les organismes spécialisés ont développé au fil du temps une vaste palette de techniques supplétives : débriefing des prisonniers de guerre et des défecteurs, création d'un réseau de stations de détection, installation de filtres spéciaux sur les avions de reconnaissance, mise au point d'avions-espions, mise en orbite de satellites d'observation, établissement d'un dispositif d'interception *sigint* (*signal intelligence*)... Ces approches ont donné d'excellents résultats. Il faut immédiatement ajouter que les succès de la guerre froide semblent indissociables de la qualité des expertises sollicitées durant la phase de planification et plus encore durant la phase d'analyse. À l'époque, les services officiels se montraient assez discriminatoires pour recruter ou contacter des scientifiques de haut niveau, capables d'assembler une mosaïque de tessons et de produire des estimations raisonnables. Les déconvenues subies depuis une quinzaine d'années, de leur côté, vont de pair avec une nette baisse de niveau.

L'intérêt de ce livre est double. Il est tout d'abord d'ordre historique : parce qu'il s'appuie sur des rapports administratifs déclassifiés et des interviews de témoins, parce qu'il maîtrise bien les schémas de pensée de la communauté du renseignement américaine, parce

qu'il s'abstient de basculer dans une xénophobie cocardière peu nuancée, Jeffrey Richelson nous fournit des aperçus précieux sur la fabrication du renseignement stratégique. Le deuxième intérêt est d'ordre militaro-diplomatique, le texte montrant en quoi une politique de renseignement bien menée tempère les appréhensions les plus vives et empêche des initiatives mal calibrées. L'exemple soviétique se révèle à ce sujet éclairant. En permettant de cerner les ressources nucléaires réelles de l'URSS, les experts américains auraient diminué les risques de confrontation inconsidérée, fondée sur une mauvaise estimation de la main adverse. En sens inverse, le dossier irakien révèle à quel point des appréciations irréalistes – encouragées par la désinformation de l'État cible et par les tromperies de puissances tierces insuffisamment conséquentes – peuvent déclencher une cascade de nuisances. Espérons que la leçon ne sera pas perdue, certains développements en cours laissant entrevoir des lendemains qui déchantent.

Jérôme Marchand

TERRORISME

AU CŒUR DU DJIHAD. MÉMOIRES D'UN ESPION INFILTRÉ DANS LES FILIÈRES D'AL-QAÏDA

Omar Nasiri
Paris, Flammarion, 2006,
446 pages

Au cœur du djihad se lit comme un roman d'espionnage. Les faits apportés dans ce récit autobiographique sont pourtant, semble-t-il, réels : Omar Nasiri relate avec une précision étonnante son parcours dans la mouvance djihadiste de 1993 à 2000.

Marocain élevé en Belgique, Omar Nasiri se retrouve impliqué, au début des années 1990, dans le trafic d'armes à destination de l'Algérie. La maison familiale, à Bruxelles, devient rapidement une plaque tournante des réseaux islamistes algériens en Europe. C'est là, notamment, qu'est édité *Al Ansar*, le bulletin du Groupe islamique armé (GIA) et que transitent de nombreux djihadistes, parmi lesquels Ali Touchent, impliqué en 1995-1996 dans les attentats de Paris. Après avoir dérobé de l'argent à ses « frères », O. Nasiri est condamné à mort. Il entre alors en contact avec la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et coopère avec les agents français et belges jusqu'à ce que ses anciens compagnons soient arrêtés et emprisonnés. Cette mission accomplie, il est envoyé – toujours pour la DGSE – dans les camps d'Afghanistan.

La description de la vie de ces camps est sans doute le passage le plus intéressant du livre. Plusieurs éléments du récit méritent une attention particulière. Tout d'abord, la difficulté de l'entraînement : les apprentis moudjahidines – à l'exception peut-être de quelques riches Saoudiens – viennent pour recevoir une formation paramilitaire extrêmement exigeante (maniement des armes, fabrication d'explosifs, résistance à la torture). L'entraînement n'est pas une sinécure et les pertes ne sont pas rares. La provenance des recrues ensuite : Tchétchènes, Érythréens, Palestiniens, Libyens, Algériens, etc., les camps incarnent la diversité de *l'oumma*. L'arabe est la langue la plus utilisée mais Nasiri communique en anglais avec les Tchétchènes et en français avec certains Maghrébins. Quel lien entre ces hommes aux origines si différentes ? Une certaine vision de l'islam – les théories de Qotb et Azzam sont enseignées dans le camp – et le sentiment que le salut viendra de la lutte contre les infidèles, dont les chiites. La sélection, enfin : les meilleures recrues de Khalden sont transférées, après environ six mois, dans un autre camp afin de recevoir une formation spécialisée. À Derunta, Nasiri se perfectionne dans la confection d'explosifs, apprend à conduire un char d'assaut, utilise des missiles antichars filoguidés et assiste au lancement réussi d'un obus – fabriqué par un chimiste du camp – contenant du gaz moutarde.

De retour d'Afghanistan, Nasiri communique nombre d'informations à la DGSE. Il décrit les filières empruntées pour arriver jusqu'aux camps, détaille l'entraînement reçu et énumère le nom des moudjahidines rencontrés, à l'instar d'Ibn Al-Cheikh Al-Libi et d'Abou Zoubeida, deux grandes figures d'Al-Qaida. La plongée dans le monde du djihad ne s'arrête pas là. L'auteur est ensuite envoyé à Londres pour infiltrer le Four Feathers Youth Club d'Abou Qatada puis la mosquée de Finnsbury Park d'Abou Hamza. L'histoire du « Londonistan » étant mieux connue, cette partie du récit n'est pas la plus passionnante. La description des rapports parfois délicats entre services français et britanniques s'avère toutefois instructive.

En définitive, l'autobiographie de Nasiri se révèle être une source de première main sur l'ascension du djihadisme international dans les années 1990. Elle prouve également que, pour des raisons culturelles, infiltrer la mouvance Al-Qaida est sans doute compliqué mais loin d'être impossible.

Marc Hecker

**TERROR ON THE INTERNET.
THE NEW ARENA, THE NEW CHALLENGES**

Gabriel Weimann
Washington, United States
Institute of Peace Press, 2006,
312 pages

L'ouvrage de Gabriel Weimann est symptomatique de l'importance des nouvelles technologies au

XXI^e siècle. En effet, il s'agit d'un livre au sens classique du terme – Gutenberg n'est donc pas totalement perdu – mais, pour bien prendre conscience de la richesse de son contenu, il est recommandé de le lire devant un ordinateur connecté à Internet. Ce n'est que dans cette position que le lecteur pourra vraiment se rendre compte de l'ampleur du phénomène décrit dans *Terror on the Internet*. Voir sur son écran un *improvised explosive device* (IED) réduire un *Humvee* à l'état de carcasse fumante est vraiment impressionnant, d'autant que ces images sont aisément disponibles. Surtout quand, après quelques clics, vous découvrez le *Mujahideen Explosives Handbook*.

L'internaute mal intentionné ne risque pas de manquer d'informations. Les sites d'organisations terroristes, comme beaucoup de sites classiques, fourmillent de liens vers des partenaires divers et variés. Weimann a recensé plus de 4 300 sites de groupes terroristes. Ce chiffre impressionnant recouvre des structures très différentes (IRA, FARC, ETA, LTTE, etc.) mais la plupart des exemples retenus sont ceux d'organisations djihadistes. Ces dernières ont bien compris qu'Internet permet d'aller beaucoup plus loin que les médias traditionnels. Ses usages potentiels ne se limitent pas à de la propagande high-tech. Le Web offre également la possibilité d'entrer en contact avec des sympathisants et, éventuellement, de les recruter ; il permet de trouver de nouvelles sour-

ces de financement et facilite l'obtention d'informations susceptibles d'accélérer le passage à l'acte. En outre, Internet incarne la dépendance croissante des sociétés occidentales à l'égard des nouvelles technologies et fait craindre une éventuelle attaque cyberterroriste. Le cyberterrorisme est défini par G. Weimann comme « l'usage de réseaux informatiques pour saboter des infrastructures nationales critiques ». Si la probabilité d'une attaque de ce type reste faible, les dégâts pourraient être tels que cette hypothèse doit être sérieusement prise en compte.

Les deux derniers chapitres de *Terror on the Internet* sont consacrés aux contre-mesures. Plusieurs méthodes sont envisagées pour lutter contre l'utilisation du Web par des organisations terroristes. Ces méthodes vont de la surveillance des groupes virtuels radicaux – on apprend par exemple que les brigades Ezzedine al-Qassam ont longtemps communiqué par l'intermédiaire d'un simple *Yahoo group* – à la suppression pure et simple de certains sites, en passant par la mise en place de *sniffers*, c'est-à-dire de logiciels capables de collecter les données circulant sur un réseau. Certains de ces logiciels fonctionnent déjà, à l'instar du système *Magic Lantern* utilisé par le FBI et présenté par l'auteur avec une grande précision. La description des contre-mesures ne permet pourtant pas de finir sur une note réellement optimiste : d'une part ces outils de protection

sont loin d'être infaillibles, d'autre part toutes les garanties ne semblent pour le moment pas réunies quant au respect des libertés individuelles. Autrement dit, une des conséquences du développement d'Internet est le renforcement du dilemme entre lutte contre le terrorisme et respect des libertés civiles. Toute la difficulté consiste à trouver le bon équilibre, si tant est que celui-ci existe vraiment.

Marc Hecker

HISTOIRE

TO THE MAGINOT LINE. THE POLITICS OF FRENCH MILITARY PREPARATION IN THE 1920'S.

Judith M. Hughes
Cambridge (MA), Harvard
University Press, 2006 (1^{re} éd.
1971), 296 pages

Tout comme Robert O. Paxton, Judith M. Hughes, appartient à cette génération d'historiens américains qui se sont très précocement intéressés à l'histoire de l'armée française et qui ont rédigé leur thèse de doctorat à partir de sources exploitées en France dans les années 1960. Elle est devenue depuis, sur la côte ouest des États-Unis, l'une des grandes spécialistes de l'histoire de l'Europe, avec une brillante carrière de professeur à l'université de San Diego. Aussi, l'on doit saluer la réédition de sa thèse consacrée à la défense de la France pendant les années 1920,

qui est certainement un jalon important de l'historiographie de l'armée française vue d'outre-Atlantique.

Avec des sources extrêmement limitées – à l'époque les archives militaires n'étaient accessibles qu'au-delà d'un délai de 50 ans – elle brosse un portrait très juste et sensible d'une France meurtrie par la guerre et explique ainsi les ressorts d'une politique de sécurité qui se veut à la fois économique et défensive. Après 1918, en effet, la défense de la France change radicalement d'échelle. Après un bilan des conséquences humaines, économiques et psychologiques du premier conflit mondial, l'auteur montre comment les maréchaux vainqueurs, Foch et Pétain, pèsent successivement sur la politique militaire, avec des visions stratégiques divergentes. Ainsi, à travers la relation tripartite entre le gouvernement, le parlement et les chefs militaires s'élabore peu à peu une politique de compromis.

Alors que la construction de la ligne Maginot est le plus souvent décrite comme l'erreur fondamentale de la politique de défense de l'entre-deux-guerres, J. M. Hughes montre que c'est au contraire une décision logique. Elle dénoue avec finesse les ressorts psychologiques qui mènent à une décision valable un temps mais rapidement obsolète et surtout irréversible par manque de souplesse, compte tenu de l'importance de l'investissement consenti. Les crises des années

1920, et plus encore celles des années 1930, montrent l'incapacité de la France à adapter sa défense à l'évolution de la menace. La diplomatie et l'outil militaire semblent suivre des logiques divergentes car la France bâtit un système d'alliances tout en étant incapable de porter militairement secours à ses alliés d'Europe centrale et orientale. De même, l'auteur montre bien comment les relations avec la Belgique interdisent de boucler le plan de défense français au Nord.

Tout au long d'un ouvrage bien écrit et agréable à lire, on ne peut manquer d'être étonné par l'acuité et la précision de l'analyse de J. M. Hughes : en utilisant presque exclusivement des sources parlementaires et les publications éditées à l'époque, l'ensemble de sa réflexion reste valable aujourd'hui. À cet égard, cet ouvrage est une excellente synthèse contextuelle pour toute personne étudiant la défense de la France pendant les années 1920. Il reste que le lecteur français, surtout spécialiste, ne peut manquer de se reporter aux travaux plus récents fondés sur un dépouillement systématique des archives militaires ou diplomatiques. Aussi il est vraiment regrettable que la présente édition n'avertisse aucunement le lecteur, et ne comporte ni mise à jour de la bibliographie et des sources, ni avant-propos actualisé.

Claude d'Abzac-Epezy

MAO'S LAST REVOLUTION

Roderick MacFarquhar
et Michael Schoenhals

Cambridge (MA.)/Londres,
Belknap Press, 2006, 693 pages

Cet ouvrage constitue à la fois le couronnement de l'œuvre majeure de Roderick MacFarquhar sur le communisme chinois (*The Origins of the Cultural Revolution*¹) et le travail actuellement le plus complet sur la révolution culturelle (1965-1976). Il est co-écrit avec un historien suédois, fin connaisseur du terrain chinois et collecteur infatigable des sources les plus diverses. Sur l'épisode à la fois le plus déconcertant et le plus étudié de l'équipée maoïste, on a ici de nouvelles précisions sur des faits déjà bien connus (la violence des Gardes rouges, la hargne fantasque d'un Mao-Sphinx, la brutalité de son affrontement avec Lin Biao, sa complicité avec les « Quatre de Shanghai », la servilité du tant vanté Zhou Enlai, etc.), mais aussi de multiples révélations.

La première tient à la chronologie. On a coutume de dater la révolution culturelle de l'explosion du mouvement des Gardes rouges, à l'été 1966, et de la faire s'achever à l'été 1968, avec la répression de ses factions les plus indépendantes, et sa « rustication » en masse : 12 millions de jeunes urbains furent expédiés pour des années au fin

1. New York, Columbia University Press, 1974, 1983, 1997 (3 volumes).

fond des campagnes, aux fins de « rééducation » par les paysans pauvres. L'ouvrage amène à réévaluer à la baisse le poids et l'autonomie de ces « rebelles » aussi effrayants que pittoresques, qui constituèrent surtout une masse de manœuvre d'affrontements byzantins au sommet. La grande purge que fut avant tout la révolution culturelle s'amorce dès 1965 dans l'armée, et continue, avec force pauses et réhabilitations partielles, jusqu'à la veille de la mort du Grand Timonier (septembre 1976), la logique étant celle de la mainmise progressive sur l'immense pays d'un clan minuscule : celui des inconditionnels du dictateur, comportant toujours davantage de flagorneurs sans envergure, et mené par son épouse paranoïaque (Jiang Qing) ainsi que, jusqu'à sa mort, en 1975, par le maître des basses œuvres, Kang Sheng. Cela amène aussi à changer la perspective sur la violence politique caractéristique de cette sombre décennie. Celle des Gardes rouges fut la plus spectaculaire, mais pas la plus intense, et moins encore la plus systématique. C'est en fait entre 1969 et 1971 qu'eurent lieu le plus grand nombre de détentions arbitraires, des actes de torture, d'exécutions et d'incitations au suicide : l'appareil militaro-policiier, qui s'était adjoint des groupes « rebelles » domestiqués comme forces auxiliaires, en fut responsable. Les cadres maoïstes aussi bien que « conservateurs » (partisans de l'appareil dirigé par Liu Shaoqi) se

répartirent les terribles campagnes des « Quatre propres », du « nettoyage des rangs de classe » et la chasse à la prétendue « conspiration du 16 mai ». Quant aux millions de morts et aux dizaines de millions de persécutés de la période, ils appartenaient non au Parti ou aux milieux intellectuels, mais à ces boucs émissaires habituels du régime depuis le début des années 1950 : les « catégories noires », c'est-à-dire les anciens propriétaires terriens, paysans riches, capitalistes et fonctionnaires du Guomindang déchu ainsi que leurs familles et leurs descendants. Jamais la distinction entre « bien nés » et « mal nés » – le « casier social » et le « casier politique » se transmettant aux enfants – ne fut plus stridente qu'alors, ni ses conséquences plus redoutables.

Le livre fait justice du mythe d'un Mao un moment écarté du pouvoir. Il clarifie surtout les instruments utilisés par lui pour étendre son emprise et écraser ses adversaires. Son réseau propre d'informateurs, fort de milliers de personnes, ne lui laissait rien ignorer. Les « documents centraux », ayant force de loi, ne dépendaient que de lui. L'appareil en place fut d'abord paralysé, puis fortement amoindri, au profit d'un « groupe central de la révolution culturelle » aux ramifications tentaculaires, puis de l'armée. Le quasi clandestin « groupe central d'examen des affaires » coordonna la répression policière. Il est faux que Mao ait été inquiet à un quelconque moment,

ou qu'il ait perdu, si peu que ce soit, le contrôle des événements (sauf lors de la fuite de Lin Biao, en 1971, qui semble avoir déclenché son déclin physique). En fait, « travailler en direction du président » (concept adopté des travaux de Ian Kershaw sur le nazisme) fut la tâche difficile mais quotidienne de l'ensemble des cadres : leur capacité à comprendre ses intentions réelles déterminait leur avenir.

On ne formulera que deux réserves. L'explication des intentions de Mao – éviter une destitution par l'appareil « à la Khrouchtchev », tremper une nouvelle génération de militants – paraît trop négliger l'utopisme du chef et la dynamique révolutionnaire propre au communisme. Le déséquilibre est trop grand entre l'examen des luttes au sommet et celui, plus succinct, du maelström sociétal, celui-ci faisant néanmoins l'objet de certaines des pages les plus frappantes. Un ouvrage indispensable.

Jean-Louis Margolin

AFRIQUE

LE TRIBUNAL DES VAINCUS. UN NUREMBERG POUR LE RWANDA ?

Thierry Cruvellier
Paris, Calmann-Lévy, 2006,
270 pages

RWANDA. FACE À FACE AVEC UN GÉNOCIDE

Didier Patry
Paris, Flammarion, 2006,
300 pages

Dans *Si c'est un homme*¹, Primo Levi tentait, à travers le récit de sa terrible expérience, de comprendre les bourreaux : « Il faut rappeler que ces fidèles, et parmi eux les exécuteurs zélés d'ordres inhumains, n'étaient pas des bourreaux-nés, ils n'étaient pas – sauf rares exceptions – des monstres, mais des hommes quelconques². »

Le génocide rwandais a clos le sanglant XX^e siècle sans plus de réponse. Même après avoir saisi la dureté de la guerre qui opposait le Front patriotique rwandais (FPR³) aux Forces armées rwandaises (FAR), après avoir compris la violence politique de ce pays depuis l'indépendance, et bien que l'on nous ait expliqué la planification

1. P. Levi, *Si c'est un homme*, Paris, Pocket, 1988.

2. *Ibidem*, appendice : « Nous devons savoir... ».

3. Armée formée par des Tutsis rwandais exilés en Ouganda, et soutenue par ce pays, qui combat l'armée rwandaise (FAR). Au début du génocide, le FPR occupe une partie du nord du pays et commet des exactions contre les civils, ce qui provoque la fuite de réfugiés vers le centre et le sud du pays.

du génocide et la lente préparation des esprits (médias propageant la haine, milices armées, etc.), le « passage à l'acte » reste mystérieux. Comment expliquer que des pères de famille se soient mis à violer, à briser des crânes et à découper des enfants à la machette (ce que l'on appelait alors pudiquement « travailler »), que d'autres – de père hutu et de mère tutsi – se soient mis au service de la machine infernale, en tuant des Tutsis et des Hutus modérés ? Comment juger ces criminels, alors que plusieurs centaines de milliers de Rwandais ont participé à l'entreprise de mort ?

L'ouvrage de Thierry Cruvellier, un journaliste qui a suivi la mise en place puis les premières années de fonctionnement du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR, qui siège à Arusha, en Tanzanie), est un document de tout premier ordre pour qui s'intéresse à l'histoire de ce génocide et à la délicate mise en place d'une justice internationale. L'objectif de ce tribunal et de ses procureurs généraux successifs – notamment Louise Arbour et Carla Del Ponte – est, à l'image de celui de Nuremberg, de juger les organisateurs du génocide. L'auteur montre les réussites (arrestations des dignitaires du Hutu Power⁴) mais également les difficultés (relations très complexes avec le pouvoir rwandais, débats en plusieurs langues, avo-

cats, procureurs et juges venant de pays aux traditions juridiques parfois éloignées) et les travers de cette institution (faiblesse des moyens, ignorance totale du contexte historique rwandais conduisant à un certain manichéisme). À travers des chapitres qui retracent tantôt un parcours individuel, tantôt un aspect plus général du tribunal, l'auteur nous livre un texte passionnant de bout en bout. Ainsi, le parcours de Georges Ruggiu – fonctionnaire de la Sécurité sociale belge, altruiste et impliqué dans des associations d'aide aux immigrés, qui va se muer, au hasard des rencontres, en un des journalistes-vedettes de la Radio télévision libre des milles collines (RTL) qui appellera publiquement au meurtre de dignitaires tutsis et hutus modérés et au massacre des *inyenzi* (terme qui signifie « cafard » et qui était utilisé par les extrémistes pour désigner les Tutsis) – représente assez bien la folie collective qui s'est emparée des hommes.

Le malaise saisit aussi le lecteur quand Th. Cruvellier pointe, à raison, la lenteur et le désintérêt de la communauté internationale vis-à-vis du drame rwandais. Il s'écoulera six ans entre l'arrestation et le jugement du responsable en chef du génocide, Théoneste Bagosora, contre huit mois pour Slobodan Milosevic à La Haye. L'ignorance de la Cour vis-à-vis de la réalité rwandaise est parfois sidérante : il suffit d'être Hutu et d'avoir été un cadre de l'armée ou de la fonction

4. Nom des extrémistes qui ont constamment appelé à la guerre et au génocide.

publique pour se retrouver sur le banc des accusés (voir le cas de l'officier Pierre-Claver Karangwa) même si l'on a sauvé des gens au péril de sa vie.

Le livre de Didier Patry est un ouvrage de commande. Membre d'Avocats sans frontières, l'auteur a été amené à défendre devant le TPIR des personnes accusées de génocide. Ce témoignage d'un juriste plongé au cœur de ce tribunal est intéressant et souligne les difficultés, parfois insurmontables, à mettre en place une justice sereine. La lecture de l'ouvrage est pourtant le plus souvent rendue insupportable par le nombrilisme de l'auteur, par une écriture prétentieuse et pleine de clichés (un côté « Tintin au Congo ») – alors que le sujet imposait à l'évidence une certaine sobriété –, et surtout par une ignorance à peu près totale du contexte rwandais qui vient confirmer, en quelque sorte, les remarques de Th. Cruvellier.

Alain Antil

EUROPE

REGARDS SUR L'ALLEMAGNE UNIFIÉE

Adelheid Hege, Adolf Kimmel,
Stephan Martens
et Henrik Uterwedde
Paris, La Documentation
française, 2006, 168 pages

Quatre auteurs nous livrent dans cet ouvrage une présentation claire

et une analyse approfondie des changements économiques, sociaux et politiques observés en Allemagne depuis le choc de la réunification.

Henrik Uterwedde ouvre ce bilan. Après être revenu sur les conséquences économiques de la réunification, il examine les forces et les faiblesses de l'économie allemande : croissance faible, fort taux de chômage, mais aussi une position de leader mondial pour les exportations. Face aux défis structurels, Gerhard Schröder a lancé l'Agenda 2010, vaste programme de réformes visant à assainir les finances publiques, à réformer les retraites, l'assurance-maladie, le marché du travail, et à stimuler les investissements. Mais comment réaménager le modèle du « capitalisme rhénan » pour répondre à la nouvelle situation économique sans provoquer de rupture néolibérale ?

Adelheid Hege étudie le modèle social allemand et son évolution face aux nouvelles situations créées par l'unification, mais également par la crise économique ou par la mondialisation. La réunification a certes généralisé les institutions sociales et homogénéisé les normes conventionnelles en intégrant l'ex-République démocratique allemande (RDA) dans l'État providence de l'ex-République fédérale d'Allemagne (RFA). Pourtant, d'énormes disparités subsistent entre l'Est et l'Ouest. Le problème de l'emploi est au cœur de

ce chapitre qui analyse les désillusions des travailleurs de l'Est mais aussi les défis auxquels sont confrontés des éléments clés du modèle rhénan, comme le système de la négociation collective. Il évoque enfin les grandes réformes sociales engagées depuis 2001 et la crise de la représentativité syndicale.

Adolf Kimmel dresse un portrait détaillé du paysage politique : il présente les différents partis, leur composition sociologique, leur place sur l'échiquier politique et la formation de différentes coalitions. À côté des deux grands partis, le Parti social-démocrate (SPD) et l'Union chrétienne-démocrate/Union chrétienne-sociale (CDU-CSU), le Parti libéral démocratique (FDP) tente de trouver sa place. Deux changements interviennent après la réunification : les Verts entrent dans le jeu politique au niveau fédéral et le Parti du socialisme démocratique (PDS), héritier du Parti socialiste unifié (SED), va profiter de la crise provoquée à gauche par l'Agenda 2010 pour créer le Parti de gauche (Linkspartei) et percer aux élections de 2005. Enfin aux dernières élections, un jeu politique plus ouvert semble s'imposer.

Stephan Martens s'intéresse aux changements de la politique étrangère de l'Allemagne depuis 1990. La chute du Mur et la fin de la guerre froide ont provoqué un repositionnement de l'Allemagne sur la scène internationale. Le mul-

tilatéralisme et la construction européenne restent les deux cadres primordiaux de son action mais, peu à peu, l'Allemagne, sans oublier les contraintes héritées de son histoire, va engager un processus de normalisation et s'affirmer à partir de 1998. G. Schröder mène une diplomatie plus offensive et il s'oppose aux États-Unis lors des débats sur l'intervention en Irak. Angela Merkel incarne aussi cette Allemagne plus résolue à défendre ses intérêts nationaux et ne semble pas vouloir rompre avec la politique étrangère de son prédécesseur.

Cet ouvrage, à la fois didactique et documenté, offre une analyse fine et détaillée des changements survenus en Allemagne depuis la réunification. Il éclaire aussi le lecteur sur les défis posés à l'Allemagne du XXI^e siècle.

Anne-Lise Barrière

MOYEN-ORIENT

THE SHIA REVIVAL. HOW CONFLICTS WITHIN ISLAM WILL SHAPE THE FUTURE

Vali Nasr
New York, W. W. Norton and
Company Ltd., 2006, 288 pages

Vali Nasr présente ici une analyse ambitieuse et brillante du conflit entre chiites et sunnites du « Grand Moyen-Orient ». L'auteur propose d'abord une histoire du chiisme en insistant à la fois sur les

aspects théologiques, décryptant les différentes subdivisions du chiisme, et les relations entre chiisme et politique. Puis il explique la montée en puissance lente et difficile de la minorité chiite dans le monde musulman. Le principal obstacle à l'affirmation de l'identité chiite a été l'hostilité traditionnelle d'une partie des sunnites, notamment ceux de l'école juridique *hambali* et de la nébuleuse wahhabite. Ce rejet de la part d'une partie des théologiens du sunnisme s'est traduit par des discriminations continues des régimes politiques du Moyen-Orient à l'encontre de minorités chiïtes, souvent considérées comme hérétiques. Pour l'auteur, la transformation de cette rivalité traditionnelle en conflit date des années 1970. L'opposition est alors exacerbée par la « sunnification » du Pakistan à partir de 1977, l'affirmation du nationalisme arabe irakien, le renforcement de l'influence wahhabite dans la mouvance salafiste et la politique d'exportation de la révolution islamique de l'Iran khomeiniste après 1979, l'ayatollah Khomeiny tentant de faire de la République islamique d'Iran une « papauté chiite ».

L'échec de la révolution islamique mondiale souhaitée par les révolutionnaires iraniens et la rivalité entre les grands ayatollahs Khomeiny et Khoi n'ont pas permis au clergé iranien de s'imposer comme seule autorité religieuse légitime du chiisme. La majorité des chiïtes est restée loyale aux positions religieuses de Khoi, mais l'idéologie

politique véhiculée par Khomeiny a connu un succès incontestable auprès des populations chiïtes de la région. Par ailleurs, la rivalité politique entre Arabie Saoudite et Iran attise l'antagonisme sunnite/chiite, notamment au Pakistan. À l'activisme révolutionnaire iranien au Pakistan et en Inde répond l'organisation de milices « sectaires sunnites » par le Pakistan, l'Arabie Saoudite et, dans une moindre mesure, l'Irak.

Cette période d'affrontement entre les deux branches principales de l'islam n'a pas occulté la tradition chiite quiétiste et d'ouverture sur le monde extérieur. Ainsi, l'analyse des relations entre des concepts tels que la démocratie ou la modernité avec l'islam occupe une place importante des débats au sein du chiisme. De même, l'ayatollah le plus populaire depuis la mort de Khoi est Sistani, son disciple. Il est hostile, tout comme son maître, à la théorie du « gouvernement du juriste-théologien » (*velayat-e faqih*) et favorable à une implication limitée des religieux dans la sphère politique.

Le renouveau chiite contribuerait donc à un enrichissement du débat interne à l'islam et à un renforcement des forces démocratiques dans la région. Ce renouveau s'appuie, pour Vali Nasr, sur trois piliers : la nouvelle majorité politique chiite en Irak, le renforcement de la puissance régionale de l'Iran et l'affirmation identitaire des communautés chiïtes de la région.

Une des principales conséquences de la chute de Saddam Hussein serait le renforcement de l'unité des chiites. Cette unité aurait été recouvrée grâce à la réappropriation de la mémoire collective de la guerre irako-iranienne (1980-1988) par les chiites irakiens qui se sont battus pendant huit ans contre leurs coreligionnaires iraniens. Ils la percevraient désormais comme une « guerre entre l'Iran et Saddam Hussein ». Cette thèse est à nuancer en raison de la méfiance de certains partis chiites irakiens vis-à-vis de la volonté hégémonique iranienne, d'une part, et de l'antagonisme culturel traditionnel entre Arabes et Persans d'autre part¹. Les conséquences régionales de la « chiitisation » de l'Irak sont importantes en raison des liens entre l'Irak et ses voisins qui sont le vecteur du renforcement des tensions entre les communautés chiites et sunnites au niveau régional.

Le renouveau chiite affaiblit la légitimité religieuse de la monarchie saoudienne et de l'ensemble des gouvernements arabes modérés hostiles à la « chiitisation » de l'Irak. Vali Nasr remarque brièvement que, dans la continuité de la stratégie définie par l'ayatollah Khomeiny, l'Iran s'efforce pourtant de dépasser la rivalité chiite/sunnite par la constitution d'un axe régional antiaméricain et antiisraélien. Une réflexion plus appro-

fondie sur la capacité de cette politique iranienne à contenir le conflit chiite/sunnite semble nécessaire.

En fin de compte, cet ouvrage permet de comprendre les enjeux du conflit entre chiites et sunnites dans le monde musulman en éclairant quelques conséquences imprévues de l'intervention américaine en Irak. Si l'auteur ne cède pas à la tentation d'uniformiser le chiisme, sa démarche limite souvent la portée de son analyse au point de vue des chiites. Il serait intéressant de prolonger la réflexion en s'interrogeant sur la situation des sunnites en terre chiite.

Clément Therme

HAMAS. POLITICS, CHARITY AND TERRORISM IN THE SERVICE OF JIHAD

Matthew Levitt

New Haven/Londres, Yale

University Press, 2006, 324 pages

Matthew Levitt nous livre dans cet ouvrage une description à charge du Hamas palestinien comme organisation terroriste. Le leitmotiv du livre est le suivant : sous une façade charitable et d'assistance au peuple palestinien, le Hamas poursuit clandestinement et sans faillir son dessein de destruction de l'État d'Israël. La distinction habituellement opérée par les analystes entre les activités de charité et les branches politique et militaire du Hamas est une fiction, et l'organisation entière communie dans le même projet criminel, qui mobilise l'ensemble des forces vives et des

1. Voir, à ce sujet, P. Harling et H. Yasin, « Unité de façade des chiites irakiens », *Le Monde diplomatique*, septembre 2006, p. 16-17.

ressources financières du mouvement : l'organisation d'attentats terroristes. Ces vérités établies, l'auteur s'emploie à resserrer le front occidental face à la menace du terrorisme islamiste, créditant le Hamas d'intentions djihadistes globales : les derniers chapitres examinent l'hypothèse d'attentats hors du territoire israélien pour conclure, avec quelques approximations, que des actions violentes sont en préparation un peu partout. Pour prévenir la menace, Matthew Levitt prône une politique de répression sans concession et un contrôle sans faille des circuits de financement du Hamas.

Fort d'un passé d'enquêteur au FBI, l'auteur étaye son analyse de nombreux documents et témoignages qui ont le goût du secret – archives récemment déclassifiées, documents saisis auprès du Hamas, entretiens avec de nombreux experts, officiels et membres de l'organisation terroriste. Les sources utilisées semblent disparates, mais qu'importe : le message essentiel passe, martelé, et il devient difficile après cette lecture de se poser en garant de la respectabilité du Hamas. Certaines descriptions éclairent de façon pédagogique le *modus operandi* du Mouvement de la résistance islamique dans son entreprise de radicalisation de la société palestinienne. La ramification des activités du Hamas dans et hors des territoires palestiniens, ses méthodes de recrutement, la planification des attentats sont décrites

avec minutie. L'implacable – et fastidieuse – accumulation de détails (références extensives à de nombreux dossiers de police et de justice, listes de personnes impliquées dans des attentats et longues citations de discours de terroristes avérés, cadres manipulateurs ou kamikazes futurs) satisfera probablement les amateurs d'antiterrorisme et de sensationnel. L'essentiel est ailleurs.

Par bien des aspects, ce voyage au cœur du Hamas rappelle les défauts des analyses américaines de la politique étrangère des années 1960 : l'obsession organisationnelle, la reconstitution méticuleuse des chaînes de décision et le luxe de détails biographiques éclipsent toute dynamique historique et brouillent la vision politique d'ensemble. Le livre pêche clairement par son absence totale de mise en contexte politique : en évitant de parler du conflit israélo-palestinien, il isole artificiellement le Hamas comme objet d'étude. Dans une perspective très essentialiste, celui-ci est présenté comme une franchise de l'axe du Mal, un ennemi absolu de l'Occident. Le Hamas est ainsi finalement envisagé comme une anomalie négative, dont la disparition réglerait comme par magie les problèmes de la région – au moins celui, central, de la sécurité d'Israël.

Cette dernière hypothèse convaincra difficilement le lecteur portant un minimum d'intérêt à la problématique palestinienne. Un peu de

recul historique porte en effet à envisager le Hamas comme dernier avatar de la résistance palestinienne, et on peut facilement lui prédire une postérité solide en l'absence de règlement juste et durable du conflit israélo-palestinien. Il est à cet égard éclairant de se remémorer les discours israéliens sur l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dans les années 1960, cette organisation terroriste passée un peu plus tard dans le camp des négociateurs, et qui est aujourd'hui considérée par certains analystes occidentaux comme une planche de salut face à la poussée islamiste dans les Territoires. Matthew Lewitt a écrit son livre juste avant la victoire du Hamas aux élections législatives de 2006 dans les territoires sous occupation israélienne. Cet événement a brutalement mis en lumière la légitimité politique d'un discours de résistance renouvelé pour la population palestinienne des Territoires, dont le sort s'est paradoxalement mais inexorablement dégradé depuis la signature des accords d'Oslo. La violence des intentions et des méthodes du Hamas est avérée, et l'auteur nous en donne beaucoup de preuves. Mais l'audience du mouvement ne décroît pas et ce succès est politiquement lourd de sens. Les ressorts de la popularité du Hamas doivent aujourd'hui impérativement être explorés à l'aide d'indicateurs politiques, sociologiques, voire psychologiques, plus subtils.

Dorothee Schmid

HIDDEN IRAN: PARADOX AND POWER IN THE ISLAMIC REPUBLIC

Ray Takeyh
New York, Times Books, 2006,
272 pages

CONFRONTING IRAN: THE FAILURE OF AMERICAN FOREIGN POLICY AND THE NEXT CRISIS IN THE MIDDLE EAST

Ali M. Ansari
Jackson, TN, Basic Books, 2006,
280 pages

Ray Takeh nous propose une analyse lucide et équilibrée de l'histoire de la confrontation entre l'Iran et les États-Unis. Elle trouve en partie ses racines dans le coup d'État de 1953, soutenu par Washington, contre le Premier ministre iranien Mossadeq. Ce n'est pourtant qu'en 1979 que la rupture irano-américaine devient une réalité géopolitique. L'auteur tente d'expliquer cette confrontation continue entre Téhéran et Washington par, d'un côté, les incohérences et les erreurs des Administrations américaines successives et, de l'autre, l'aveuglement idéologique de certaines factions de la classe politique iranienne. La liste des occasions manquées pour briser le « mur de la méfiance » entre Téhéran et Washington est édifiante : de l'affaire Iran-Contra (1985-1987) aux interventions américaines en Afghanistan et en Irak, soutenues tacitement par Téhéran. L'auteur estime que ces échecs sont essentiellement dus à une méconnaissance réciproque. Pour sortir de l'impasse, il propose la mise en place d'un « partenariat sélectif »

fondé sur la recherche d'un accord visant à résoudre les problèmes bilatéraux dans les domaines où cela est possible, à commencer par l'Irak et l'Afghanistan. Le caractère novateur de cette proposition réside dans la rupture souhaitée avec la politique traditionnelle américaine de *linkage*. Il s'agit en effet d'exiger des dirigeants iraniens une révision de l'ensemble des politiques qui posent problème aux yeux de Washington pour que, *in fine*, une normalisation soit envisageable. À contrario, l'auteur suggère la mise en place d'une négociation directe au cours de laquelle les différends seraient abordés de manière autonome, ce qui permettrait d'éviter que l'impasse sur un dossier ne provoque une rupture du dialogue ou ne serve de prétexte au rejet de l'ouverture de discussions.

Cette nouvelle stratégie iranienne semble d'autant plus urgente que l'échec du *containment* devient clair, tout comme les effets négatifs sur les évolutions politiques internes de l'Iran des appels récurrents de Washington au *regime change*.

Ali Ansari présente pour sa part une réflexion sur les moments historiques et fondateurs de la pensée politique iranienne, qui permet de comprendre la perception iranienne de l'étranger. Le fil conducteur de l'analyse est l'influence des éléments externes et notamment de la politique américaine sur la scène politique iranienne avec son corollaire, l'instrumentalisation des

questions de politique étrangère à des fins de politique interne. Du XIX^e siècle au début de la guerre froide, la vocation impériale de l'Iran s'est heurtée aux impérialismes russe et anglais. L'auteur relève que, pendant toute cette période, les États-Unis bénéficient d'une image très positive au sein du peuple et des élites politiques iraniens. Ils sont en effet alors perçus comme une échappatoire face aux « manipulations » britanniques et russes. La confrontation irano-américaine se construit notamment autour des crises de 1953 et des otages (1979-1980). Ces tensions se sont, depuis lors, maintenues en raison de l'incapacité des deux acteurs à se réconcilier malgré les ouvertures de l'Administration Clinton ou encore de la faction réformiste à l'époque de la présidence de Mohamed Khatami. Ces échecs multiples ont pour origine, selon l'auteur, la transformation de la question de la réconciliation en enjeu intérieur, aussi bien à Téhéran qu'à Washington. On observe également un phénomène inattendu d'imitation des hommes politiques iraniens vis-à-vis des néoconservateurs américains depuis l'arrivée au pouvoir du président Ahmadinejad. Par ailleurs, il existe un déficit de connaissance mutuel entre l'Occident et l'Iran. À cet égard, l'auteur relève le manque de personnels compétents sur l'Iran dans les services diplomatiques occidentaux et la faiblesse des études occidentales dans les universités iraniennes. Il

critique aussi bien le coût démesuré de la politique de « splendide isolement » de Mahmoud Ahmadi-nejad que celui de la politique iranienne de Washington. Il estime, par exemple, que « rien ne montre plus d'ignorance concernant l'histoire politique contemporaine iranienne que la proposition américaine d'encourager le dépeçage territorial de l'État iranien ». Enfin, l'impasse nucléaire n'est pas, selon lui, la cause des problèmes irano-américains mais plutôt leur conséquence.

Pour mettre fin à cette confrontation stérile, A. Ansari conseille aux décideurs politiques américains et iraniens de sortir des stratégies de court terme conçues en fonction des cycles électoraux pour adopter des visions de long terme qui devraient conduire au règlement des différends entre ces deux « alliés naturels ».

Clément Therme

RUSSIE-NEI

REVOLUTION IN ORANGE: THE ORIGINS OF UKRAINE'S DEMOCRATIC BREAKTHROUGH

Anders Aslund
et Michael McFaul (dir.)
Washington, Carnegie Endowment
for International Peace, 2006,
216 pages

La « révolution orange » a déjà fait couler beaucoup d'encre. Cet ouvrage, dirigé par Anders Aslund

(Institute for International Economics) et Michael McFaul (Carnegie), spécialistes des questions de transition économique et politique dans l'espace post-soviétique, se distingue de la prolifique littérature sur ce thème par une profonde connaissance du terrain, et la capacité des auteurs à replacer les enjeux sur le plan politique. Pour ces derniers, il ne fait aucun doute que les événements de décembre 2004 constituent un tournant de l'histoire ukrainienne, dont les conséquences se font ressentir dans l'ensemble de l'espace post-soviétique.

Dans un premier temps, A. Aslund et M. McFaul analysent les causes endogènes de la révolution ainsi que le fonctionnement de l'ancien régime – celui de Kouchma et des oligarques – à travers une grille de lecture tocquevillienne (A. Aslund). Puis l'opposition, les Ukrainiens « ordinaires », la société civile, le mouvement dit « Pora » et les médias sont rigoureusement traités dans des chapitres distincts, dessinant l'épine dorsale de la problématique orange et les particularités de cette révolution ukrainienne. La dernière partie analyse les facteurs extérieurs : les influences occidentales et les interventions maladroites de la Russie lors des trois votes de novembre et décembre 2004.

Présentant un fort noyau central, cet ouvrage se lit comme un bilan unique. Sans égarer le lecteur dans

un dédale de faits, il arrive notamment à analyser les causes endogènes (fonctionnement de l'ancien régime, mécanismes médiatiques, mouvement « orange ») et exogènes (influences occidentales, interventions maladroites de la Russie). En fait, ce bilan est un véritable petit « manuel d'action révolutionnaire » : en mettant à jour un savoir-faire en matière de révolutions colorées, il intéressera autant les chercheurs que les *policy makers* sur le terrain. Les enseignements pratiques sont particulièrement nombreux pour ce qui concerne l'organisation de la société civile et la mobilisation des médias, présument que la « convergence orange » soit transposable à d'autres situations.

Compte tenu de leur caractère pacifique et des moyens de mobilisation utilisés, les événements de 2004 ne peuvent se comparer à des logiques révolutionnaires traditionnelles. Pour les auteurs, la victoire finale de Viktor Iouchtchenko et de son parti Nacha Ukraïna s'inscrit toutefois clairement dans un processus révolutionnaire visant à rompre avec un mode d'organisation du pouvoir. Pour M. McFaul, il s'agit bel et bien d'une révolution, et non d'une révolte ponctuelle, dans la mesure où le changement est le résultat final d'un long processus politique et médiatique. L'ouvrage met aussi en lumière l'importance du contexte pour relativiser leur dimension de modèle reproductible dans l'espace post-soviétique.

L'instabilité politique que connaît l'Ukraine depuis plusieurs mois rappelle qu'une révolution ne suffit pas à garantir la démocratisation. Pour s'enraciner, celle-ci a d'abord besoin de temps.

Adrian Dellecker

PARMI LES LIVRES REÇUS

D. Battistella, *Théories des relations internationales*, 2^e édition revue et augmentée, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

J. Borrie et V. Martin Randin (dir.), *Disarmament as Humanitarian Action. From Perspective to Practice*, Genève, UNIDIR/United Nations, 2006.

R. Canet et J. Duchastel, *Crise de l'État, revanche des sociétés*, Montréal, Éditions Athéna, 2006.

R. Cave, A. Lawson et A. Sherriff, *Cluster Munitions in Albania and Lao PDR. The Humanitarian and Socio-economic Impact*, Genève, UNIDIR/United Nations, 2006.

M. Destot, A. Ferrari et P. Girard, *Énergie et climat. Réponses à une crise annoncée*, Paris, Fondation Jean Jaurès/Plon, 2006.

Z. Dugal, D. Ladouceur, D. Miller, *From Research to Road Map. Learning from the Arms for Development Initiative in Sierra Leone*, Genève, UNIDIR/United Nations, 2006.

L. Francart, *Livre gris sur la sécurité et la défense*, Paris, Economica, 2006.

- J. H. Henry, *L'espace euro-maghrébin, L'année du Maghreb 2004*, Paris, CNRS éditions, 2006.
- Ali Laïdi, *Retour de flamme. Comment la mondialisation a accouché du terrorisme*, Paris, Calmann-Lévy, 2006.
- R. Lukic (dir.), *La Politique étrangère de la Croatie, de son indépendance à nos jours, 1991-2006*, Laval (Canada), Presses de l'Université Laval, 2006.
- M. MacMillan, *Les Artisans de la paix. Comment Lloyd George, Clemenceau et Wilson ont redessiné la carte du monde*, Paris, Jean-Claude Lattès, 2006.
- Le Monde diplomatique, *L'Atlas*, Paris, Armand Colin, 2006.
- P. Montigny, *L'Entreprise face à la corruption internationale*, Paris, Ellipses, 2006.
- H. Paris et P. Pascallon (dir.), *La Dissuasion nucléaire française en question(s)*, Paris, L'Harmattan, 2006.
- W. Posch (dir.), *Iranian Challenges*, Paris, European Union Institute for Security Studies, « Chaillot Papers », 2006.
- C. Revel, *La Gouvernance mondiale a commencé*, Paris, Ellipses, 2006.
- P. Tavernier, *Recueil juridique des droits de l'homme en Afrique*, Bruxelles, Bruylant, 2006.
- J. Vaïsse, *États-Unis : le temps de la diplomatie transformationnelle*, Paris, IES-UE, « Cahier de Chaillot » n° 95, 2006.
- G. Wackermann, *La Géographie des risques dans le monde*, Paris, Ellipses, 2005.